

Syndicat National des Personnels de l'Éducation et du Social

Protection Judiciaire de la Jeunesse

Fédération Syndicale Unitaire

Secrétariat National : 54, Rue de l'Arbre Sec – 75001 Paris

Tél : 01 42 60 11 49 - Fax : 01 40 20 91 62

site : www.snpespjj-fsu.org Mél : Snpes.pjj.fsu@wanadoo.fr



Paris, le 8 octobre 2008

FERMETURE DES DIRECTIONS REGIONALES

POUR CHACUN DES PERSONNELS CONCERNES : UNE SOLUTION CORRESPONDANTE A SA DEMANDE DOIT ÊTRE TROUVÉE ET FINALISÉE RAPIDEMENT !

Une audience a été demandée par le Bureau National du SNPES-PJJ/FSU à la suite de notre dernier tract sur la fermeture des DR et dans l'objectif de répondre aux nombreuses interrogations et inquiétudes qu'expriment les personnels dans le contexte de la suppression de leur emploi. La Sous Direction des Ressources Humaines, avec l'ensemble des 3 bureaux concernés, nous a reçu pendant 2 heures le 6 octobre dernier.

Dans un premier temps, la direction a tenté de minimiser les difficultés rencontrées et l'ampleur des insatisfactions... Tout en reconnaissant le bien fondé des inquiétudes et les situations difficiles vécues par les agents concernés. C'est la moindre des choses quand on supprime leurs postes ! Mais pour elle, les situations délicates restent marginales et limitées à certaines DR supprimées. Et si elle affiche un taux de reclassement de 88%, il ne s'agit pour l'instant que de prévisions. Sur les 119 agents concernés par les fermetures (hors DR & DR Adjoints), 77 « redéploiements internes » restent à valider lors des prochaines CAP et seulement 4 redéploiements ministériels seraient actés ainsi que 10 détachements acceptés. Mais la DPJJ parle aussi de 14 départs programmés (retraites, fins de contrats...). Et 14 agents seraient encore dans la plus totale incertitude (demande de détachement non aboutie, aucune proposition formulée) ... et les DR doivent fermer au 31/12/08 !

Nous avons donc réclamé un bilan exhaustif de la situation des DR fermées et de la situation de chaque personnel concerné, ainsi que les cartes des emplois correspondantes.

Lors de cette audience, la direction de la PJJ a réaffirmé que les solutions proposées aux agents dont les postes sont supprimés tiendraient compte uniquement de leurs demandes individuelles : soit la volonté de rester dans leur lieu géographique, soit le désir de muter professionnellement.

Mais, à partir de cet engagement, la DPJJ a décidé que les redéploiements s'effectueraient sur les postes qu'elle jugeait nécessaires au fonctionnement des services : pour elle, les reclassements au sein de la PJJ doivent s'effectuer en fonction des besoins de celle-ci et non des desideratas des agents. Elle refuse donc d'envisager toute réaffectation en surnombre lors des CAP de mobilité d'automne.

Lors de ces CAP, les postes proposés correspondent donc uniquement, soit à des postes vacants dans les services, soit à des postes dans les DD correspondantes aux DR fermées ou dans les nouvelles DIR. Si deux agents redéployés, donc également prioritaires, postulent sur un même poste ouvert au redéploiement, les affectations se feront en fonction du barème.

Dès la fin de ces CAP, un bilan très précis de chacune des situations individuelles non résolues devra être effectué très rapidement, car le nombre de postes proposés ne répond pas aux besoins des personnels et ceux-ci ne pourront pas tous être servis. Mais surtout la cellule de reclassement devra être en capacité de ne laisser aucun agent sans solution. C'est aussi à elle de proposer aux personnels des solutions extérieures à la PJJ !

En effet, après les CAP d'octobre que la direction qualifie de première étape, nous avons exigé que chaque agent sans solution :

- **soit à nouveau reçu très rapidement en entretien, pour un suivi personnalisé régulier.**
- **puisse être maintenu sur son lieu de travail actuel, jusqu'à ce qu'une solution soit effective.**
- **fasse l'objet de nouvelles propositions de reclassement en fonction de sa demande. Si ce reclassement se fait à l'extérieur de la PJJ, la direction doit lui proposer des postes et garantir son redéploiement dans les meilleurs délais.**
- **voit sa situation réglée au plus tard le 1^{er} septembre 2009, à l'issue de la mobilité 2009.**

Si l'administration a accepté la plupart de ces exigences, ses engagements constituent un minimum sur le quel les personnels et le SNPES/PJJ devront être vigilants.

Tous les moyens doivent être mis en œuvre pour garantir les redéploiements et l'application des droits afférents (salaire identique, conservation d'ancienneté, primes...) à une telle situation d'exception. Tout comme chaque détachement ne sera acceptable que s'il permet à tout agent qui le souhaite de rester à proximité de sa commune de résidence et qu'il soit proposé par l'administration sans perte de salaire.

Nous avons par ailleurs évoqué les **fusions de Directions Départementales** qui se mettent en place dans la plus grande opacité et sans aucune concertation. Nous avons cité, à titre d'exemple, la fusion annoncée, par les DD, des Deux-Sèvres et de la Charente-Maritime. L'AC direction « a semblé » découvrir la situation et nous a indiqué que cette information était prématurée, donc qu'elle allait se renseigner (sic !). En tout état de cause, elle a indiqué qu'une telle décision devait au préalable faire l'objet d'une concertation locale (CTPD –quand il existe-) et régionale (CTPR), ce, après qu'un dossier constitué par le DR concerné ait été étudié et validé par le bureau K3. A l'heure actuelle, il nous paraît donc bien prématuré que des personnels de « départements éventuellement fusionnables » soient obligés d'effectuer une demande de mutation lors des CAP d'octobre. En effet, il n'est pas garanti qu'ils puissent, comme les collègues redéployés des DR fermées, bénéficier de la prime de restructuration de service car l'arrêté en définissant l'attribution ainsi que les dates et les services concernés n'existe pas encore !

Nous attendons donc des réponses précises sur ces situations particulières pour qu'aucun personnel ne soit lésé.